



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

liens: [Publication](#)

[BelgoStat On-line](#)

[Information générale](#)

Au deuxième trimestre de 2009, l'activité économique a diminué de 0,4 p.c.

Selon la première estimation "flash" du produit intérieur brut (PIB), l'activité économique s'est encore tassée **au deuxième trimestre de l'année 2009**. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est contracté de 0,4 p.c. par rapport au trimestre précédent. Le recul par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente se creuse encore, à -3,8 p.c. contre -3,1 p.c. un trimestre plus tôt.

Les estimations relatives au trimestre précédent ont été actualisées sur la base d'une version plus complète des principales données de base (statistiques de la TVA, du commerce extérieur et de la balance des paiements et les comptes des administrations publiques).

La croissance économique a fortement diminué **au premier trimestre de l'année 2009** : en volume, le produit intérieur brut (PIB), corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est contracté de 1,7 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, ce résultat accentue le repli de la croissance, celle-ci s'inscrivant en retrait de 3,1 p.c., alors qu'elle avait diminué de 1,0 p.c. au quatrième trimestre de 2008.

La valeur ajoutée poursuit son recul dans toutes les branches d'activité. La baisse s'accroît dans la construction (-2,7 p.c. par rapport au trimestre précédent, contre une baisse de 1,5 p.c. un trimestre plus tôt) et dans les services (-1,1 p.c., alors qu'elle avait diminué de 0,9 p.c. au quatrième trimestre de 2008). Le recul dans l'industrie est de 3,8 p.c. par rapport au trimestre précédent (après une diminution de 4,3 p.c. au quatrième trimestre).

A l'exception des dépenses de consommation finale des administrations publiques, toutes les composantes de la demande ont diminué et contribué négativement à l'évolution de l'activité économique,

Parmi les dépenses intérieures, c'est la formation de capital fixe des entreprises qui se détériore le plus, avec une baisse de 3,0 p.c. par rapport au trimestre précédent, après une contraction de 0,5 p.c. au quatrième trimestre de 2008. La diminution des investissements en logements des ménages s'est également accentuée (-0,9 p.c. contre -0,4 p.c. au quatrième trimestre), tandis que le recul de leurs dépenses de consommation privée est, à 0,5 p.c., quasi similaire à celui observé au trimestre précédent.

A l'image de l'effondrement des échanges internationaux, la demande extérieure poursuit sa chute: les exportations de biens et services ont diminué de 10,7 p.c.

Après s'être stabilisé au quatrième trimestre, l'emploi a diminué par rapport au trimestre précédent, de 0,5 p.c., et ce pour la première fois depuis 2003. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, la croissance de l'emploi est à présent pratiquement nulle (0,1 p.c., soit moins de 6 000 travailleurs au premier trimestre de 2009), alors qu'elle atteignait encore 1,2 p.c. (environ 51 500 travailleurs) au quatrième trimestre de 2008.

S'ajustant à la conjoncture plus rapidement que l'emploi, le volume de travail des salariés a évolué de façon plus prononcée, en raison notamment du recours massif au chômage temporaire, qui permet de garder les ouvriers en emploi mais se marque en revanche dans le nombre d'heures travaillées. A un an d'écart, le volume de travail est en recul de 2,2 p.c. au premier trimestre, après avoir diminué de 0,2 p.c. au quatrième trimestre de 2008, et augmenté de 1,3 p.c. au troisième trimestre de 2008.

Comme c'est traditionnellement le cas au premier trimestre, les administrations publiques ont dégagé un déficit, qui a atteint 11,4 milliards d'euros selon la définition utilisée dans la procédure des déficits excessifs, en augmentation d'environ 4,7 milliards d'euros par rapport au résultat de la même période de l'année 2008. Ce résultat est la conséquence d'une diminution des recettes combinée à une forte croissance des dépenses primaires. Le recul des recettes est imputable à l'évolution des impôts directs des ménages impactés par des rôles négatifs plus importants et par la réduction d'impôt de la Communauté flamande ainsi qu'à celle des impôts indirects affectés par la contraction de l'activité économique. L'augmentation des dépenses résulte principalement de la progression des prestations sociales et de la prise en compte du remboursement d'impôts des sociétés suite à l'arrêt de la Cour européenne de Justice du 12 février 2009 concernant le régime fiscal belge des revenus définitivement taxés contraire à la directive "Mère-Filiale".

AGRÉGATS TRIMESTRIELS**PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - EVOLUTIONS EN VOLUME***(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)*

	Pourcentages de variation par rapport à	
	la période correspondante de l'année	la période précédente
	précédente	
2006 I	3,3	0,9
II	3,1	0,7
III	2,8	0,6
IV	2,9	0,8
2007 I	2,9	0,8
II	2,5	0,3
III	2,7	0,7
IV	2,3	0,4
2008 I	1,9	0,4
II	1,9	0,3
III	1,1	0,0
IV	-1,0	-1,7
2009 I	-3,1	-1,7
II	-3,8	-0,4

PRINCIPALES COMPOSANTES DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT*(Pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)*

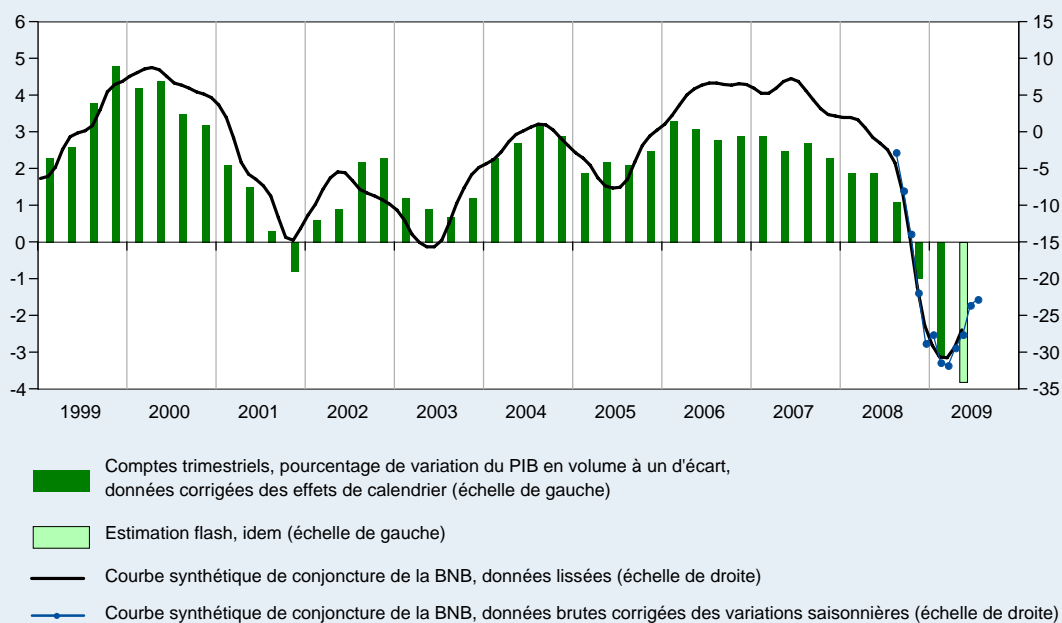
	2007				2008			2009
	II	III	IV	I	II	III	IV	I
1. Valeur ajoutée								
Industrie	0,3	0,4	0,1	0,1	0,2	-0,3	-4,3	-3,8
Construction	0,1	0,1	0,1	1,7	-0,4	0,4	-1,5	-2,7
Services	0,6	0,6	0,6	0,6	0,4	0,1	-0,9	-1,1
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,3	0,4	0,2	0,5	0,0	0,0	-0,6	-0,5
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,9	0,4
Formation brute de capital fixe totale	2,3	2,2	1,7	1,4	1,2	-0,6	0,1	-2,6
entreprises	3,9	3,2	2,9	1,6	1,5	-0,6	-0,5	-3,0
logements	-0,1	0,5	0,2	0,6	0,1	0,0	-0,4	-0,9
administrations publiques (2)	-2,4	-0,4	-3,5	3,1	1,8	-2,5	7,4	-4,2
Demande intérieure (hors stocks)	0,8	0,8	0,6	0,7	0,4	0,0	-0,1	-0,7
Variations des stocks (3)	-0,1	0,5	0,0	-0,2	-0,2	0,2	-0,3	-0,8
Exportations de biens et services	0,7	1,7	0,8	0,4	2,3	0,3	-7,0	-10,7
Importations de biens et services	1,1	2,9	1,1	0,4	2,2	0,4	-5,6	-10,3
Exportations nettes de biens et services (3)	-0,3	-0,5	-0,2	-0,1	0,2	-0,1	-1,4	-0,2
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	0,5	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,0	-0,5
Volume de travail des salariés	0,3	0,3	0,2	1,2	0,1	-0,3	-1,3	-0,8

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Les mouvements importants enregistrés dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques s'expliquent par des ventes de biens immobiliers publics, comptabilisées comme des désinvestissements.

(3) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

GRAPHIQUE 1 PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE



Source: ICN